

La France confirme son opposition au blocus de Cuba et à son extraterritorialité



La Havane, 13 août, (RHC).- Le gouvernement français a appelé les États-Unis à lever le blocus de Cuba et condamné les mesures à caractère extraterritorial inscrites dans cette politique hostile.

Michelle Gréaume, élue du Parti Communiste à l'Assemblée Nationale, a diffusé la position du gouvernement suite à une question posée par le groupe CRCE.

Une note du Quai d'Orsay signale que la France est décidée à appliquer l'ensemble d'instruments à sa portée...afin de protéger les activités économiques et les investissements légitimes de ses citoyens et entreprises dans la plus grande des Antilles.

La note souligne d'autre part que La France maintient des programmes de coopération destinés à soutenir des projets au bénéfice de la population cubaine.

Le ministère français des Affaires étrangères a d'autre part reconnu l'expérience de Cuba dans la gestion d'épidémies et la présence depuis juin en Martinique de 15 cadres professionnels cubains de la santé.

La question écrite au ministère des Affaires étrangères du Groupe CRCE faisait remarquer les conséquences du blocus et des sanctions économiques prises par les États-Unis à l'encontre de Cuba «acteur majeur de la lutte contre la pandémie de Covid-19».

Voici des passages de la question adressée au gouvernement:

«Malgré de profondes difficultés économiques, conséquences de l'embargo et des sanctions financières prises à son encontre par les États-Unis, Cuba participe activement à l'action contre la pandémie de Covid-19, en apportant son aide à une quarantaine de pays dans le monde, y compris sur le sol européen. Cette coopération médicale et sanitaire n'est pas nouvelle, elle fait partie intégrante de l'histoire et des valeurs de ce pays, qui a placé la santé et l'éducation au cœur des priorités.

En près de 60 ans, Cuba a ainsi apporté son aide médicale dans 54 pays, souvent les plus pauvres et démunis, et a répondu présent pour contribuer à faire face aux plus grandes crises sanitaires et catastrophes.

Mais paradoxalement, Cuba peine à protéger sa propre population, elle-même confrontée au virus, en raison des difficultés d'accès aux équipements parfois les plus essentiels dont l'importation est bloquée par l'embargo, les sanctions et représailles financières prises par les États-Unis en vertu de la loi Helms-Burton contre les entreprises commerçant avec Cuba.

Cet embargo, contraire au droit international, dénoncé depuis 26 ans par l'assemblée générale de l'organisation des Nations unies (ONU), a déjà coûté 135 milliards de dollars de préjudice à Cuba.

Déjà injustifiable et inadmissible en temps normal, il s'avère particulièrement cruel en cette période de pandémie.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/231466-la-france-confirme-son-opposition-au-blocus-de-cuba-et-a-son-extraterritorialite>



Radio Habana Cuba